

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Protection sociale, droits sociaux (France) > Retraites (France) > « **Et si le mouvement social était en train de rebondir ?** »

« **Et si le mouvement social était en train de rebondir ?** »

lundi 22 novembre 2010, par [BEROUD Sophie](#), [MAGNAUDEIX Mathieu](#), [YON Karel](#) (Date de rédaction antérieure : 19 novembre 2010).

Spécialistes des mouvements sociaux et du syndicalisme, Sophie Béroud (maître de conférences de science politique à l'université Lumière Lyon-2) et Karel Yon (enseignant-chercheur à Lille-2) reviennent pour Mediapart sur le mouvement social contre les retraites. « *Les syndicats ont subi un revers* », mais « *fait la démonstration de leur capacité à construire un mouvement de masse* ». Ils analysent le rôle ambigu de l'intersyndicale, la façon dont les états-majors ont joué l'opinion plutôt que le durcissement. Ils décryptent la richesse du mouvement sur le terrain, avec un recours accru aux blocages, la vraie nouveauté du conflit. Et font l'hypothèse que le mouvement, via Internet, est « *déjà peut-être en train de rebondir* ».

Mathieu Magnaudeix - Dans la revue *Contretemps*, vous estimez que ce mouvement a « remis les organisations syndicales au centre du jeu » [1]. Elles n'ont pourtant rien gagné...

Sophie Béroud et Karel Yon - Dans une lecture centrée sur le court terme, on peut effectivement estimer qu'au regard des moyens qu'elles ont déployés sur plusieurs mois, les organisations syndicales subissent aujourd'hui un revers. Cette lecture avancée par une partie de la presse nous semble cependant peu pertinente. Tout dépend des critères. Du point de vue de l'objectif donné à la mobilisation, celui de stopper la réforme, c'est un échec. Mais les choix faits par l'intersyndicale pourraient aussi conduire à se demander si les organisations syndicales envisageaient vraiment un recul du gouvernement. Ne considéraient-elles pas comme tactiquement plus réaliste de marquer suffisamment dans les mémoires l'illégitimité de la réforme pour faciliter sa remise en cause dans un contexte plus favorable ?

Face à l'offensive menée par Nicolas Sarkozy sur le terrain social, l'échec aurait pu consister dans une victoire du gouvernement sans combat syndical, ou bien dans un effondrement brutal, à l'image de la défaite infligée par Margaret Thatcher au mouvement syndical britannique après la grève des mineurs en 1984. Or ce n'est pas le cas.

Les syndicats ont, au contraire, fait la démonstration de leur capacité à construire un mouvement de masse sur la durée et dans l'unité. Aucune organisation - association, parti, réseau militant - n'est aujourd'hui en capacité de mettre autant de monde dans la rue, d'animer une telle séquence de contestation. Ils ont ainsi démontré qu'ils étaient incontournables dans la période. Ils ont, de plus, réussi à impliquer dans l'action beaucoup de salariés du privé, autrement dit des secteurs qui ne sont pas ceux sur lesquels ils s'appuient de façon récurrente dans les entreprises et la fonction

publique.

C'est donc aussi sur le moyen terme qu'il conviendra d'apprécier les résultats de ce mouvement. Ces huit semaines de mobilisation ont été l'occasion pour bien des structures syndicales de mener une intense activité de prise de contact dans des entreprises où il y a peu de présence syndicale. Des milliers de tracts ont été distribués avant chaque grande manifestation, ce qui a impliqué tout un travail militant pour essaimer sur le territoire. La CGT a clairement fait le pari de s'appuyer sur la mobilisation pour développer la syndicalisation, pour lancer de nouvelles implantations. Il faudra voir dans les mois à venir ce que ces contacts vont donner.

De même, cette idée de victoire symbolique pour le mouvement syndical peut être déclinée pour chaque organisation. La CFDT a réussi à se relégitimer sur le terrain des luttes, le traumatisme de 2003 est en partie surmonté. La CGT a confirmé sa position de force motrice pour tout le mouvement syndical. Solidaires a su remplir son rôle de participant à part entière à l'intersyndicale et de porte-parole de la radicalité du "terrain". FO a pu cultiver sa singularité, tout comme les autres organisations qui ont participé au concert unitaire tout en jouant par moment leur propre musique.

« L'intersyndicale n'a ni entravé, ni encouragé les actions radicales »

La CGT et la CFDT se sont gardées d'appeler au retrait du texte et ont mollement soutenu les grèves reproductibles. afin de ne pas perdre le soutien de l'opinion. A la base, certains se sont sentis lâchés. Ce choix de la modération a-t-il vraiment payé ?

Relativement à la séquence précédente de mobilisation - au printemps 2009, contre la crise -, les discours de dénonciation des trahisons syndicales ont été moins fréquents, ou en tout cas moins audibles. Cela tient à la façon dont l'intersyndicale a joué son rôle, comme une sorte de métronome de la mobilisation : elle a fixé le rythme du mouvement à travers ses temps forts, mais elle n'empêchait pas ceux qui le voulaient d'accélérer tout en s'appuyant sur ces échéances. Elle n'a pas entravé des discours ou des formes d'action plus radicaux, mais ne les a jamais encouragés. Cette ambivalence est consubstantielle à l'intersyndicale : elle a joué en même temps un rôle amplificateur et un rôle plafond.

On comprend mieux cette ambiguïté si on appréhende le mouvement dans sa temporalité.

En posant des échéances dès avant les vacances d'été, l'intersyndicale a incontestablement permis d'élargir et d'ancrer progressivement la mobilisation. Son existence même désamorçait les critiques récurrentes à l'encontre du syndicalisme français, toujours accusé d'être morcelé, divisé, davantage occupé par ses conflits internes que par l'intérêt des salariés. L'intersyndicale s'étant posée comme seul émetteur national légitime de la mobilisation, ses échéances étaient incontestables, ce qui a par exemple permis l'organisation de manifestations dans des communes où l'on a peu l'habitude de le faire. La pérennisation d'un cadre d'action unitaire devait également permettre d'ôter toute prise au gouvernement pour jouer un syndicat contre l'autre, afin d'éviter le scénario de 2003. Mais là, pour le coup, on doit dire que l'intransigeance du gouvernement a rendu un grand service au mouvement syndical, en rendant improbable toute sécession négociatrice.

Une mobilisation sociale n'est pas un grand flux continu, c'est un processus dynamique qui connaît des étapes. Entre le 12 et le 19 octobre, le mouvement a franchi un saut, avec de nombreux appels locaux ou nationaux à la grève reproductible, l'arrêt des raffineries, la multiplication des blocages et l'entrée de la jeunesse scolarisée dans le mouvement. À cette séquence répond un communiqué de l'intersyndicale, le 21 octobre, qui souligne l'esprit de responsabilité du mouvement syndical en évoquant son souci du « respect des biens et des personnes ». Il évoque les sondages d'opinion mais ne cite aucun des secteurs les plus mobilisés, comme si ces derniers n'avaient pas droit de cité dans

le cadre de l'intersyndicale.

On peut se demander pourquoi, à ce moment, l'intersyndicale appelle à « *amplifier le soutien de l'opinion publique* » plutôt qu'à amplifier l'action, par exemple en relayant l'idée d'une journée de grève ou de blocage de l'économie.

Deux raisons peuvent être avancées. D'abord, le cadre même de l'intersyndicale rendait difficile tout soutien aux formes de mobilisation les plus radicales. Son dénominateur commun, c'était certes l'opposition à la réforme, mais l'argument récurrent pour justifier cette opposition, c'était l'absence de toute concertation préalable de la part du gouvernement. C'est à ce prix que l'intersyndicale a pu maintenir jusqu'au bout en son sein le pôle dit "réformiste" (CFTC, CGC, Unsa, CFDT).

Mais il y a sans doute un problème plus profond à soulever, qui relève moins de la tactique organisationnelle que de la stratégie et concerne davantage la CGT. La consommation importante d'études d'opinion par les dirigeants de la CGT - toute prise de parole argumentée est soutenue par les résultats d'un sondage - reflète à quel point cette évanescence "opinion publique" est mobilisée comme une boussole pour déterminer les choix de la centrale. C'est au nom de l'opinion qu'on justifie la revendication d'une « *vraie négociation* » plutôt que celle du "retrait". Alors même que nombre d'équipes CGT ont été au cœur de la radicalisation du conflit, la confédération s'interdit de s'appuyer sur ses "minorités actives" par crainte de se couper de la majorité de l'opinion salariale, supposée plus modérée.

Or quiconque a fait l'expérience d'un mouvement social sait que l'espace des possibles, le niveau de radicalité légitime ne sont jamais fixés une fois pour toutes. Ils évoluent dans le cours d'un mouvement et se construisent à travers les interactions entre les différents sites où s'inscrit la lutte. Des initiatives prises localement et jugées radicales, dès lors qu'elles sont relayées par d'autres, gagnent en normalité et donc en légitimité. L'intersyndicale aurait pu jouer ce rôle de caisse de résonance légitimant le passage à la grève ou le recours au blocage. Ses animateurs, dans leur majorité, ont fait un autre choix.

Manifs, grèves, blocages : des « registres » complémentaires

La stratégie de journées de grèves et de manifestations espacées a également été contestée : on a parlé d'un calendrier trop lâche, de journées "saute-mouton". Certains, comme FO, appelaient à la grève générale, d'autres (CGT, CFDT, Unsa...) estimaient que c'était pure incantation...

L'affrontement entre partisans de la grève générale et défenseurs des manifestations du samedi a pu revêtir par moment une dimension identitaire, chaque modalité d'action étant investie en soi d'un caractère nécessairement "radical" ou "responsable". Les journées "saute-mouton" ont permis moins d'élargir le mouvement - le nombre de participants aux manifestations a finalement peu varié entre les semaines et les week-ends - que de le diversifier.

Ces journées d'action ont drainé des forces au-delà des milieux de travail structurés syndicalement, ceux qui participent aux manifestations autour de leurs délégués syndicaux en combinant grèves, heures de délégation et RTT.

Les actions de grève et de blocage ont permis de rendre le mouvement incontournable dans l'espace public et menaçant pour le gouvernement, en commençant à faire douter patrons et élus locaux du bien-fondé de la tactique gouvernementale. Du point de vue de la dynamique du mouvement, chacun de ces registres d'action avait une fonctionnalité.

Stigmatiser les appels à la grève générale comme incantatoires rate l'enjeu du débat. La vraie question est moins de savoir si la grève générale était réalisable ou non que de s'interroger sur le niveau d'affrontement nécessaire pour triompher du gouvernement. Une fois ce point éclairci, tous les militants syndicaux sérieux savent bien que la grève a un coût que certains salariés ne peuvent pas se permettre. C'est d'ailleurs pour cette raison que des tactiques de blocage sans grève, qui laissent passer les salariés mais pas les marchandises, se sont développées.

Pourquoi les syndicats, qui participent à de nombreuses instances paritaires, n'ont-ils pas fait la grève du dialogue social ? Eux répondent qu'ils ne souhaitent pas confondre syndicalisme et politique. N'est-ce pas une excuse un peu pratique ?

Il n'est pas sûr qu'organiser la "grève du dialogue social" aurait pu constituer une tactique efficace pour les organisations syndicales. Dans le contexte politique, ce retrait aurait permis au patronat de dénoncer "l'immaturation" des organisations syndicales au moment même où celles-ci misent sur une stratégie inverse.

Les organisations syndicales qui dominent le champ sont obsédées par le problème de leur légitimité et considèrent que le meilleur moyen de la renforcer, c'est de faire la démonstration de leur utilité propre en consolidant une sphère autonome du dialogue social. C'est ce qu'ont illustré la méthode et le contenu de la réforme de la représentativité syndicale.

Quoi qu'il en soit, il est certain que les ressources matérielles que procurent les subventions étatiques et les missions de représentation dans les institutions paritaires sont essentielles pour les organisations syndicales. Le syndicalisme français est en effet structurellement faible au niveau de ses ressources propres. Cela renvoie à l'absence d'un syndicalisme à bases multiples et au faible taux de syndicalisation qui en résulte, au moins en partie. L'appréciation des marges de manœuvre sur un sujet aussi brûlant que les retraites est sans doute influencée par cette comptabilité, surtout quand elle peut déborder sur le terrain judiciaire, comme dans le cas de la CCAS d'EDF. Mais attention à ne pas voir dans ces calculs que du cynisme boutiqueur...

Née de la crise, l'intersyndicale tient bon. S'agit-il d'un tournant dans notre histoire sociale récente ? Peut-elle durer ?

Il est probable que les difficultés actuelles de l'intersyndicale ne soient que passagères, liées à la gestion toujours compliquée d'une fin de mouvement. On peut penser qu'un certain nombre d'organisations, la CGT, la CFDT et la FSU notamment, vont plutôt essayer de faire perdurer ce cadre, voire de le renforcer. La genèse de l'intersyndicale est à rechercher avant 2009. Sous une forme beaucoup plus fragile, elle existait déjà en 2003 lors de la mobilisation contre la réforme Fillon : à cette réserve près, cependant, que la présence de Solidaires n'était pas encore acceptée par tous, mais exigée par la FSU.

En 2006, durant la mobilisation contre le CPE, c'est une intersyndicale intégrant les organisations de lycéens et d'étudiants (FIDL, Unef, UNL) qui se met en place et qui est en quelque sorte imposée par le contexte : aucune organisation de salariés ne voulait prendre le risque d'une stratégie de division alors même que le mouvement était porté principalement par la jeunesse.

Ce qui a changé depuis le déclenchement de la crise est que cette intersyndicale se pose désormais comme un cadre relativement pérenne, qu'elle se présente comme une sorte d'état-major permanent du mouvement syndical (auquel on se réfère, dont on attend les décisions) et qu'elle dispose d'une plateforme revendicative commune. L'existence de ce cadre est bien sûr liée à ce qui est en train de se jouer dans les entreprises avec l'application des nouvelles règles de la représentativité syndicale consécutives à la loi du 20 août 2008. La phase actuelle est une phase d'attente, de transition : il est

probable que la physionomie de cette intersyndicale ne bouge pas beaucoup avant 2013, année où les résultats des élections professionnelles seront rassemblés au niveau national et interprofessionnel pour définir la liste des organisations représentatives.

« Le contexte politique n'a rien à voir avec celui de 1968 »

Venons-en aux modalités d'action. Ce conflit est-il nouveau, et si oui en quoi ? Ph. Corcuff fait allusion au « Mai rampant » italien (un long mouvement de contestation sans explosion sociale entre 1967 et 1969) et à une « guérilla sociale et durable », foule d'initiatives locales, tous azimuts... [2] Le répertoire d'action s'est-il vraiment élargi ?

La référence au "Mai rampant" italien a l'intérêt d'offrir à penser la dynamique de cette mobilisation selon un autre schéma que le modèle Mai 68, avec enchaînement de luttes sociales, généralisation de la grève et confrontation centrale avec le pouvoir d'État.

Trois éléments peuvent rapprocher la lutte contre la réforme des retraites de cet épisode historique.

Ce conflit s'inscrit d'abord dans un flux de mobilisations qui le dépasse et qui se nourrit de l'opposition aux réformes tous azimuts du pouvoir sarkozyste et des résistances aux conséquences de la crise économique. Ce contexte explique que les formes d'action collective se transforment et circulent d'une lutte à l'autre. Enfin, cette circulation opère en particulier par les liens qui se sont noués entre le monde du travail et le monde éducatif au sens large (enseignants et jeunes scolarisés).

La jonction entre ouvriers et intellectuels, pour parler le langage des années 68, est le résultat d'un processus qui a commencé à la fin des années 1990. On avait au départ deux processus de radicalisation parallèles. Dans le monde syndical, après le grand mouvement de l'hiver 1995, c'est la création et l'essor des syndicats Sud y compris dans le privé, les mobilisations pour l'interdiction des licenciements à la fin des années 1990, la mise en réseaux d'équipes CGT critiques de la ligne confédérale, ou encore la coordination d'entreprises en lutte, qui a notamment abouti à la création du Collectif contre les patrons voyous et licenciés [3].

Dans le même temps, on a assisté à l'essor de l'altermondialisme qui a mobilisé en particulier les jeunes scolarisés, les enseignants, certains secteurs qualifiés du salariat. Bien sûr, il y a des plages de recouvrement entre ces deux dynamiques : en particulier autour de la défense des services publics, qui a donné naissance à plusieurs mobilisations unitaires reliant syndicats et forces antilibérales, et puis dans certains réseaux militants de la gauche de la gauche. En outre, l'élection de Nicolas Sarkozy a tendu à renationaliser nombre de luttes impulsées par les réseaux alters, en les focalisant sur le riche agenda des "réformes" du gouvernement.

Mais en rester au schéma d'une convergence entre monde ouvrier et petite bourgeoisie radicalisée serait erroné. Il y a interpénétration croissante entre les problématiques du monde du travail et celles du monde étudiant. Le mouvement contre la réforme des retraites est venu confirmer cette idée qui avait pris forme en 2006, à l'occasion de la lutte contre le CPE : le monde du travail n'est plus un horizon flou pour les jeunes scolarisés, il est au contraire une réalité bien présente. Soit parce que ces jeunes travaillent déjà et connaissent l'état des conditions de travail, soit parce qu'ils savent qu'il est devenu irréaliste d'espérer échapper aux pires aspects de ce monde - précarité, bas salaires, ennui - grâce aux études. Ça, c'est la toile de fond qui explique un resserrement des liens.

Plus pratiquement, sur l'évolution des formes d'action, le trait marquant de ce mouvement, c'est la diffusion du registre du blocage et, dans une moindre mesure, des assemblées générales interprofessionnelles. Le thème du blocage n'a rien de nouveau, il est né avec le mouvement ouvrier,

mais ce qui change, c'est qu'il s'autonomise du registre de la grève, c'est l'idée qu'on peut bloquer l'économie sans avoir recours à la grève.

Une esthétique du blocage est portée par certains réseaux militants et intellectuels qui, en s'inspirant des idées de Toni Negri (*philosophe italien, figure intellectuelle de la gauche des années de plomb, icône de l'altermondialisme, ndlr*), y voient la preuve que la force politique agissante est désormais moins la classe ouvrière que la "multitude". Il n'est plus besoin d'être ouvrier pour arrêter l'économie : plutôt que de croiser les bras sur la chaîne, il s'agit de se poster aux carrefours stratégiques par où passent matériaux et marchandises pour entraver la circulation du capital. On peut être chômeur, étudiant, intermittent ou précaire et jouer un rôle politique décisif.

C'est dans le cadre d'actions de ce type que se sont opérées des rencontres improbables. Jusqu'à maintenant, ces actions étaient plutôt rares et elles s'opéraient à l'écart des grandes organisations syndicales, sinon contre elles. Elles se sont multipliées pendant ce mouvement, impliquant divers réseaux syndicaux et politiques, faisant parfois jouer aux médias alternatifs locaux un rôle d'intermédiaire. Ces expériences sont par exemple relatées dans le bulletin [Jusqu'ici](#).

La pratique du blocage a dépassé les réseaux autonomes pour pénétrer, localement, les syndicats et les unions locales à travers de nouvelles générations de militants. Il est devenu moins naturel, dans les instances syndicales, de dénoncer ces pratiques comme "gauchistes". On peut jeter un œil aux faits d'armes de l'AG interprofessionnelle du bassin minier, dans le Pas-de-Calais : reliant des syndicalistes CGT, FO, SUD et FSU, des étudiants et lycéens, elle a bloqué plusieurs péages, un certain nombre de plateformes logistiques et le site industriel de 150 hectares de la Française de Mécanique ! [\[4\]](#)

Ce registre d'action a circulé parce qu'il avait fait ses preuves lors de mobilisations précédentes. En faisant de la grève un produit dérivé du blocage, cette tactique a permis de paralyser des secteurs sans faire payer à leurs salariés tout le coût de l'action. On l'avait expérimenté au moment de la LRU, où par endroits le blocage des facs par les étudiants avait permis aux universitaires mobilisés de surmonter l'apathie de leurs collègues. Dans ce mouvement, ça a été surtout un moyen d'intégrer dans la lutte des salariés qui ne pouvaient pas assumer de pertes de salaires, et parfois même d'enclencher des dynamiques grévistes.

Mais pour revenir au "Mai rampant" italien, les analogies historiques ont leurs limites : le contexte politique actuel n'a rien à voir avec celui des années 68. Il n'y a pas de radicalité anticapitaliste de masse, tout du moins d'expression consciente de cette radicalité. Les syndicats ne sont pas débordés. Et les inculpés de Tarnac ne sont pas les brigades rouges.

Peut-être qu'un parallèle avec l'Italie contemporaine, celle de Silvio Berlusconi, serait plus fructueux. On y a vu les organisations syndicales jouer le rôle d'une opposition politique de fait, et la gauche politique prise à son propre piège des primaires. Les résultats de l'expérience italienne pourraient faire méditer tant les responsables politiques que ceux des responsables syndicaux qui misent tout sur l'alternance de 2012.

« **Une confrontation de classes** »

Des formes de soutien ont émergé, comme le soutien aux grévistes des raffineries par des virements bancaires. N'est-ce pas aussi une façon de s'exonérer d'une participation plus franche au mouvement ?

Une relative ambivalence existe, en effet, dans ces formes de soutien : elles constituent des moyens pour se mobiliser sans s'exposer sur son propre lieu de travail. Mais elles permettent aussi à des

salariés de sortir de leur isolement et de se penser en lien avec d'autres.

Il ne faut pas négliger non plus que cette solidarité financière a revêtu, en plus de ce qu'elle apportait sur le plan matériel, une dimension très symbolique pour les salariés engagés dans des grèves reconductibles, notamment dans les raffineries.

Il serait, dès lors, intéressant de travailler sur la diversité qui a marqué l'expression de ces soutiens. Les salariés en grève ont certes reçu des virements via Paypal, mais ils ont vu aussi des gens, parfois organisés en délégation, parfois non, leur apporter par exemple des denrées. De même, on a assez peu parlé des grèves menées par les salariées des cantines, notamment à Marseille [5], mais aussi à Lyon : là, la solidarité concrète des parents d'élève est passée par le fait d'accepter le mouvement et d'organiser la prise en charge des enfants à l'heure du déjeuner. Ces modalités de soutien ont été dans certaines écoles assez conflictuelles et des parents se sont, dans certains cas, auto-organisés alors même que les associations de parents d'élève - on pense ici notamment à la PEEP (classée à droite, ndlr) - protestaient face à cette situation.

En même temps, on a l'impression que ce conflit reste très classique avec de grandes journées de grèves et de manifestations comme modalité principale...

Oui, il a été à la fois très classique et innovant en raison de l'articulation de différentes modalités d'action, soit celles qui étaient possibles pour certains salariés dans des conditions données. Comme si chacun donnait à sa mesure et que la grève ne faisait pas partie des possibles dans certains lieux, car elle est souvent rendue plus difficile par les luttes qu'il a fallu mener contre des restructurations ou bien par la dégradation des conditions de travail, l'intensification liée au manque de personnel, tout cela conduisant à un épuisement moral des salariés.

Mais pour continuer à réfléchir à ce qui a fait défaut aussi dans ce mouvement, on pourrait pointer sa difficulté à s'inscrire dans un cadre européen. Des mobilisations ont eu lieu contre les plans d'austérité en Espagne, au Portugal, aujourd'hui au Royaume-Uni, mais de façon décalée. L'absence de connexion européenne peut être abordée dans les deux sens. Il y a eu une réticence de l'intersyndicale à proposer une lecture de la réforme des retraites montrant clairement qu'il s'agissait de donner des gages aux marchés financiers, dans la mesure où certaines organisations comme la CFDT pensent qu'une réforme d'ampleur est effectivement nécessaire. Peut-être est-ce que ça éclaire le refus de l'intersyndicale de reconnaître le 29 septembre comme une échéance du mouvement, alors même qu'il s'agissait de la date d'une euro-manifestation, organisée par la CES contre l'austérité. L'appel à participer à la journée européenne du 15 décembre, dans le dernier communiqué, apparaît comme un ralliement tardif.

En sens inverse, on peut également s'interroger sur le rôle de la Confédération européenne des syndicats, qui ne semble pas s'être spécialement intéressée à coordonner ces luttes : les protestations orchestrées par la CES visent plus à peser sur les arènes de négociation de l'Union européenne, qu'à organiser des liaisons transnationales. Le blocage des raffineries a échoué in fine, on le sait, parce que le gouvernement a eu recours à la force, mais aussi parce qu'il a pu importer de façon massive du carburant. Il y a bien eu quelques actions de solidarité, notamment dans les raffineries belges, mais elles sont restées isolées. Des actions de blocage dans les transports au niveau européen auraient pu être déterminantes.

Dans un texte publié sur *Contretemps* [6], vous évoquez un « moment aigu de lutte des classes ». Pourquoi ?

C'est un choix en termes d'analyse. Il ne s'agit pas de dire que les salariés mobilisés avaient une conscience forte de leur appartenance à une même classe sociale ou qu'objectivement, on peut

repérer certains groupes sociaux davantage mobilisés que d'autres. Si nous optons pour cette grille de lecture, c'est parce que nous pensons que plusieurs éléments permettent de parler d'une confrontation de classes, d'une opposition capital/travail.

En premier lieu, ce qui était en jeu relevait d'une conquête essentielle du mouvement ouvrier : la construction, au fil des luttes du XX^e siècle, d'un statut salarial qui a permis de socialiser une part du salaire et d'imposer une gestion qui ne relève pas de la pure logique marchande.

Cette contre-réforme marque une nouvelle avancée du capital pour élargir la mainmise du marché sur l'ensemble des activités sociales. En deuxième lieu, comme le montrent bien les Pinçon-Charlot, on a rarement vu sous la V^e République l'affichage d'une telle connivence entre le pouvoir politique et les puissances économiques dominantes. L'opposition de classe se donne à voir et pas seulement du côté de ceux qui se mobilisent : il y a, via les décisions prises sous Sarkozy, une très forte réaffirmation du pouvoir des riches.

Ce mouvement est-il éteint, ou peut-il resurgir, sous d'autres modalités ?

Peut-être est-il déjà en train de rebondir. La recomposition des répertoires d'action collective ne concerne pas que le blocage. Elle touche aux usages d'internet et à la valorisation des pratiques civiques. Si la phase d'occupation de l'espace public matériel semble suspendue, c'est l'espace public virtuel qui est désormais investi. Voyez par exemple la pétition en ligne pour un référendum sur la réforme des retraites, lancée par Politis. Le nombre de signataires a explosé après le 6 novembre.

On y retrouve l'esprit de la votation citoyenne sur La Poste. Cette démarche a d'ailleurs été légitimée par la révision constitutionnelle de 2008 qui prévoit - même si la procédure est très encadrée - la possibilité d'un référendum d'initiative citoyenne. La pétition en ligne de la CGT a quant à elle déjà rassemblé plus de 600.000 signatures...

Propos recueillis par Mathieu Magnaudeix

P.-S.

* Paru sur Mediapart.

Notes

[1] Voir sur ESSF : [Automne 2010 : anatomie d'un grand mouvement social](#)

[2] Voir sur ESSF : [Pour une guérilla sociale durable et pacifique](#)

[3] <http://www.collectifcontrelespatronsvoyous.com/>

[4] Voir sur ESSF : [Les actions de l'AG interpro du bassin minier Lens-Liévin-Hénin-Carvin : bilan d'étape début novembre](#)

[5] <http://www.mediapart.fr/journal/france/291010/marseille-chaos-pourquoi-nos-explications>

[6] Voir sur ESSF : [Automne 2010 : anatomie d'un grand mouvement social](#)